

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/11

9 décembre 1996

(96-5182)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: français

## FRANCE

### Déclaration de M. Yves Galland, Ministre des finances et du commerce extérieur

Le fait que la première Conférence ministérielle de l'OMC se déroule à Singapour n'est pas sans signification. Cela illustre la vitalité économique et aussi politique de l'Asie. Cela illustre également la réussite du modèle de développement adopté par Singapour, fondé sur l'ouverture au monde dans un cadre multilatéral ouvert. Je saisis l'occasion qui m'est donnée pour saluer cette réussite et remercier

un instant. Mais je souhaite auparavant vous indiquer dans quel esprit nous abordons cet exercice. Cet esprit, c'est le développement du système commercial multilatéral.

Un système multilatéral ouvert, c'est précisément la raison d'être de l'OMC, dont la France a, je vous le rappelle, demandé et fortement soutenu la création. Ce système multilatéral ouvert, nous devons le conforter, le consolider. Cela passe en premier lieu par une OMC forte, crédible et impartiale, à laquelle nous sommes étroitement attachés et qui pourra accueillir les

et donc de toute législation extraterritoriale.

J'en viens maintenant à nos quatre objectifs:

I.

II. Notre deuxième objectif, c'est de conclure les négociations inachevées.

Mettre en oeuvre tout Marrakech, c'est également faire impérativement aboutir sans échec ni nouveau report les négociations inachevées sur les télécommunications de base et sur les services financiers.

Pour les télécommunications de base, l'échéance du 15 février 1997 est très proche. Nous devons parvenir d'ici cette date à un accord global, incluant les services internationaux et les services par satellite, accord pleinement fondé sur la clause de la nation la plus favorisée. L'Union européenne et les Etats-Unis ont montré la voie en présentant des offres améliorées, qui sont extrêmement ambitieuses. J'encourage les autres Membres à en faire de même ou, pour ceux qui n'ont pas encore déposé d'offre, à le faire avant la fin des négociations.

Pour les services financiers, la France souhaite que les négociations redémarrent dès le début 1997, afin de parvenir au plus tard au 31 décembre à un accord

IV. Enfin, pour la France, il ne peut y avoir de dynamique de la mondialisation sans le soutien de nos opinions publiques.

La mondialisation est, nous en sommes tous conscients ici, une chance pour nos entreprises et nos économies, dans la mesure où elle stimule la croissance et la création d'emplois.

Mais la mondialisation est aussi source d'inégalités et de tensions. Elle met en relation directe des pays aux niveaux de développement très différents, aux situations sociales et d'environnement très disparates, et impose des ajustements parfois très douloureux.

Elle constitue donc un acquis fragile, dont la préservation doit pouvoir être expliquée, faute de quoi nous nous exposons à des réactions protectionnistes.

C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas éluder les questions sociales fondamentales. Sur ce sujet comme sur les autres, ce qui nous rapproche est beaucoup plus important que ce qui nous divise: nous sommes tous d'accord pour reconnaître le rôle fondamental de l'OIT en ce domaine. Nous sommes tous d'accord pour dire que ce sujet ne doit pas conduire à un protectionnisme déguisé. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que la libéralisation des échanges contribuera à la promotion des normes sociales fondamentales, ce que prouve l'histoire industrielle et sociale des pays développés.

Dans ces conditions et sur ces bases, nous devons aborder à l'OMC et commencer ici à Singapour une réflexion sur des questions essentielles et incontestables. Là aussi, nous sommes tous d'accord pour reconnaître que le travail forcé ne doit pas exister. Nous sommes tous d'accord pour dire que l'esclavagisme des enfants, sujet et terminologie qui figurent dans un rapport du Parlement européen, n'est pas tolérable. Nous sommes tous d'accord pour mettre un terme le plus rapidement possible au travail des enfants. Et nous, en France et dans l'

C'est la raison pour laquelle Jacques Chirac, Président de la République française, Président